

Non à la loi Loi Darmanin. Pour un accueil digne

La loi « asile et Immigration » (loi Darmanin) arrive à l'Assemblée Nationale. 18e loi depuis 1996, elle s'aligne avec le discours de l'extrême droite sur les migrations comme menace existentielle. Logiquement, le débat au Sénat a vu un concours Lépine d'amendements vexatoires, liberticides et racistes, avec la bénédiction du gouvernement. Au cœur de cette dérive, il y a la crise d'un régime minoritaire.

Le Parti de Gauche est opposé à :

- la loi immigration de Darmanin
- la criminalisation de l'immigration, la double peine et les centres de rétention

Le Parti de Gauche défend :

- la régularisation des travailleur·euses Sans-Papiers
- la garantie du droit d'asile et un accueil digne des réfugié·es, des exilé·es et des migrant·es.
- l'égalité des droits

Le festival des horreurs

Le projet initial était déjà synonyme de précarité aggravée pour les personnes étrangères, avec ou sans papiers. Le texte voté par le Sénat, dans un élan de surenchère xénophobe, pousse l'attaque contre les droits fondamentaux à un niveau de violence inédit :

- **Réprimer et expulser**, avec entre autres la possibilité de supprimer le titre de séjour, voire d'expulser, sur simple décision administrative, à la discrétion des préfets et dans l'arbitraire du "non respect des principes républicains", ainsi que la multiplication des motifs de rétention administrative et le rétablissement du délit de séjour irrégulier.
- **En finir avec le droit d'asile**, par une série de mesures techniques qui le rendent essentiellement inaccessible.
- **Précariser et exclure**, avec un durcissement général des conditions d'accès au regroupement familial, aux prestations sociales, à la naturalisation, et l'exclusion du droit du sol les plus précaires avec la fin de l'automaticité de la nationalité à leur majorité pour les enfants nés en France de parents étrangers.

Au Sénat, devant une droite en quasi symbiose avec l'extrême droite, le gouvernement a capitulé sans conditions sur toutes ces mesures, dont deux emblématiques :

- la suppression de l'Aide Médicale d'État, absurdité financière et sanitaire à laquelle s'oppose même le ministre de la santé et totem de la droite.
- l'abandon du fameux article 3, qui aurait pu créer les prémices d'un droit opposable pour les sans-papiers, échangé contre le renforcement du pouvoir arbitraire des préfets.

À droite toute – le risque de se fracasser

Les débats sur la loi sont un concentré de l'impasse politique macroniste. Les tentatives d'acheter le vote d'une partie de la gauche avec l'article 3 « métiers en tension » ont fait long feu, malgré la participation de quelques parlementaires de la vieille gauche. Et la nécessité de coaliser avec une droite qui est dans la course avec l'extrême droite exemplifie l'impossibilité du bloc bourgeois en France : même le MEDEF voulait l'article 3, l'occasion était trop belle de disposer de salarié·es dociles et sous-payé·es, mais Macron a dû s'aligner sur Le Pen, sans même être sûr d'avoir gagné son soutien.

Pour un accueil digne des réfugié·es du chaos capitaliste

Des centaines de milliers de sans-papiers vivent et travaillent aujourd'hui en France, cotisent, déclarent et paient des impôts sans aucun droit. Le seul résultat de la loi Darmanin serait de multiplier leur nombre et d'aggraver leur situation.

L'Union Européenne vient de renforcer ses dispositifs d'exclusion et de rejet. Elle veut une forteresse, verrouillée par le dispositif FRONTEX, les accords de Dublin et les logiques d'externalisation des frontières. Au prix d'un massacre silencieux, en méditerranée et aux frontières terrestres des pays avec lesquels elle passe des accords honteux.

Aucun mur, aucune patrouille, ne mettra fin aux conditions qui créent la nécessité de se déplacer pour des centaines de milliers d'êtres humains.

Les migrant·es sont avant tout des réfugié·es du chaos capitaliste mondial : libre-échange, guerres et interventions néocoloniales, désastres climatiques.

- Nous refusons les accords de libre-échange et les ajustements structurels imposés en particulier aux pays d'Afrique.
- Nous défendons de réelles coopérations internationales au service du co-développement. Un droit à la souveraineté alimentaire doit être opposable aux traités et contrats commerciaux.
- Comme le propose notre programme l'Avenir en commun, une conférence annuelle des migrations doit être coordonnée par l'ONU, pour créer une organisation mondiale des migrations.

Le Parti de Gauche appelle à une mobilisation massive.

Manifestations à Paris et en région, à l'appel de centaines d'associations, syndicats et organisations politiques.

Le 3 décembre à l'initiative de l'UCIJ et de la Marche pour l'Égalité

Le 18 décembre, journée internationale des migrant·es, à l'initiative de la Marche des Solidarités

Campagne d'interpellation des députés : faisons-leur savoir que, de ce projet, ON N'EN VEUT PAS !

Parti de Gauche

Communiqué de presse

Le 28/11/2023 11:13

Pour interpeller les députés -) <https://tinyurl.com/2zkwf2ax>

Le site de l'UCIJ -) <https://blogs.mediapart.fr/uni-es-contre-limmigration-jetable/blog>

Le site de la LDH -) <https://www.ldh-france.org/appeel-contre-limmigration-jetable-et-pour-une-politique-migratoire-daccueil/>

CONTACT

Stéphane JEUNEUX

Parti de Gauche

0757181585 · stephane.jeuneux.dafpg@proton.me